

## Déconfinement : oui mais pas sans nous !

L'annonce du déconfinement par le Président de la République, précisée par le 1<sup>er</sup> Ministre suscite tout à la fois soulagement et inquiétude.

Soulagement parce que cette décision au plus haut niveau de l'Etat laisse entrevoir une amélioration certaine de la situation sanitaire et un reflux du COVID 19 bien que la plus grande prudence reste de mise.

Mais soulagement aussi parce que le confinement commence à peser lourdement sur la vie de toutes et tous confirmant que les êtres humains ont besoin de vivre ensemble, cette expérience montre qu'il ne s'agit pas là seulement d'un slogan politique.

Soulagement parce que pour beaucoup, le confinement, aussi efficace soit-il pour enrayer la propagation du virus, détériore les conditions du quotidien : adolescents qui n'en peuvent plus de ce tête à tête avec leurs parents sans les habituelles soupapes que représentent la vie avec les copains, personnes âgées isolées chez elles, celles en EHPAD, familles en télétravail contraint, devant en plus assurer le suivi de la scolarité de leurs enfants, familles sans équipement permettant d'assurer les liens minimum avec le numérique, auto-entrepreneurs perdant leurs sources de revenus, salariés de structures menacées de liquidation, étudiants sans ressources, migrants sans papiers, mineurs isolés... Mais ce soulagement s'accompagne aussi d'interrogations et d'inquiétudes chez les professionnels de santé : n'est-ce pas trop tôt, ne prend-on pas le risque d'une nouvelle vague à laquelle il sera difficile de faire face ? Chez les parents pour la reprise de l'école avec le risque que les enfants se contaminent et contaminent les familles, chez les salariés en l'absence de masques en quantité suffisante et souvent l'impossibilité de respecter les règles barrières...

Comment faire face à ces dilemmes ?

**S'il est impossible aujourd'hui de répondre à toutes ces questions et de garantir un risque zéro, il est néanmoins possible et nécessaire de préparer le déconfinement avec l'ensemble des acteurs de la communauté nationale à tous les échelons de son territoire.**

Dans cette situation de pandémie, des initiatives à l'échelle des régions, des départements, des localités ont vu le jour, des citoyens, des associations contribuent avec les élus locaux à organiser le quotidien et les solidarités en direction des plus fragiles.

Dans la situation « normale » de fonctionnement de notre pays, les institutions ont su mettre en place des organisations permettant de réunir autour d'une même problématique, les services de l'Etat, ceux des collectivités locales avec les élus, des professionnels divers, des associations, des citoyens engagés dans la vie locale. C'est le cas par exemple des CLSPD (Conseils locaux de prévention de la délinquance) et en matière de santé plus spécifiquement des ASV (Ateliers santé Ville) pour les quartiers prioritaires et encore les CLS (Contrats locaux de santé avec les ARS et les communes) ou les CLSM (Conseils locaux de santé mentale) avec ces mêmes acteurs.

**Sur la base de ces expériences dont chacun s'accorde à dire, qu'elles ont montré leur efficacité, l'Institut Renaudot interpelle le gouvernement pour que des instances de cette nature, rassemblant tous les acteurs concernés par l'organisation du déconfinement (élus, services et agences de l'Etat, professionnels de santé, du social, de l'éducation- associations- syndicats,(salariés et patronaux), citoyens engagés dans la vie locale...) soient constituées, sous l'autorité de l'Etat, à l'échelle locale, pour définir en concertation les règles du déconfinement et son suivi.**

Martine Antoine et Philippe Lefèvre- Co-présidents de l'Institut Renaudot